

---

Chrétien, Jean-Pierre (dir.). – *L'Afrique de Sarkozy*

Catherine Coquery-Vidrovitch

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14081>  
ISSN : 1777-5353

**Éditeur**

Éditions de l'EHESS

**Édition imprimée**

Date de publication : 8 décembre 2009  
Pagination : 1001-1005  
ISBN : 978-2-7132-2209-2  
ISSN : 0008-0055

**Référence électronique**

Catherine Coquery-Vidrovitch, « Chrétien, Jean-Pierre (dir.). – *L'Afrique de Sarkozy* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 196 | 2009, mis en ligne le 07 décembre 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14081>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

---

# Chrétien, Jean-Pierre (dir.). – *L’Afrique de Sarkozy*

Catherine Coquery-Vidrovitch

---

## RÉFÉRENCE

CHRÉTIEN, Jean-Pierre (dir.). – *L’Afrique de Sarkozy. Un déni d’histoire*. Paris, Karthala, 2008, 205 p.

- 1 Ce petit livre mérite de dépasser le public des spécialistes habitués de cette maison d’édition, car il rétablit quelques évidences à connaître par tous. Il est rédigé par quatre historiens (deux français, deux francophones), outre un bref texte indigné du politologue Jean-François Bayart (« Y a pas rupture, patron ! ») : celui-ci l’avait sorti sur le Web dès la lecture du calamiteux discours prononcé par le Président Sarkozy en juillet 2007 à l’Université de Dakar, non pas devant les étudiants comme il avait été supposé, mais devant l’aréopage des plus grandes personnalités de cette université de niveau réputé. À l’exception de ce libelle d’humeur d’ailleurs bien envoyé, l’ouvrage présente la réaction réfléchie de quelques-uns des historiens de l’Afrique de langue française les plus compétents. C’est une réponse au Président qui a déclaré sans gêne que ni l’Afrique ni les Africains n’étaient encore « assez entrés dans l’Histoire ».
- 2 En un bref texte introductif, Jean-Pierre Chrétien « plante le décor », rappelant le contexte dans lequel fut prononcé le discours de Dakar. Il s’est agi en France d’une période chaude de contestation d’un discours officiel globalement « afro-pessimiste ». En sus, les émeutes de novembre 2005 en banlieue et la politique musclée de renvoi des « sans papiers », pratiquée par un ministère qui confond en les opposant les questions d’identité nationale et d’immigration, ne font qu’exacerber les malentendus. D’où la nécessité de réagir clairement et scientifiquement.
- 3 En un peu plus de cinquante pages (pp. 35-89), Jean-Pierre Chrétien réussit la gageure de présenter non pas un résumé, mais un tableau synthétique des développements historiques du continent africain depuis les origines. L’essai a la qualité de ne pas se

vouloir un résumé de faits, mais de mettre l'accent sur ce qui, chaque fois, démontre l'historicité des peuples africains depuis la nuit des temps. Il excelle dans ce qui est sa spécialité de terrain : les sociétés rurales, par l'évocation des savoirs et des incessantes adaptations révélés par la maîtrise de l'espace chez des sociétés très longtemps surtout paysannes ; depuis toujours elles ont su trouver les réponses nécessaires à leur survie face à des éléments en constante mutation, qu'il s'agisse des variations climatiques ou de l'agression des hommes (des traites négrières à la colonisation). Il en induit le déroulement des constructions religieuses et politiques dont il démontre le pragmatisme et la logique, à mille lieux de la légende dorée de « traditions » intangibles : les sociétés africaines anciennes n'ont été ni plus stables ni plus immobiles que celles du Nord, et tout aussi complexes dans leurs différences. Mais elles ont souffert, surtout vis-à-vis de l'Atlantique, d'une « première mondialisation inégale » (p. 56) ; quant à la colonisation, on doit être attentif, sur le continent, aux stratégies des colonisés affrontant une « modernité douteuse » (p. 62). tout ceci, nourri d'exemples précis et chaque fois replacés dans leur temps, est nécessaire à la remise en perspective du moment des indépendances, avec leurs résistances, leurs espérances et leurs dynamiques (p. 72).

- 4 Tout au plus peut-on chicaner cette synthèse remarquable sur deux points : d'une part, on n'y trouve rien sur les femmes tout juste citées dans un rôle passif par le biais d'une allusion à Claude Meillassoux (p. 54). Or l'histoire des rapports de genre en Afrique apparaît déterminante dans des sociétés où l'ensemble des rapports sociaux reposaient et continuent souvent de reposer sur des relations de genre très différenciées, dans tous les domaines : agraire bien entendu, économique, politique, institutionnel. On ne peut comprendre l'évolution de l'Afrique actuelle sans se référer aux bouleversements genrés qui l'accompagnent, voire la provoquent. L'autre point de chicane est la timidité de l'auteur à entrer dans l'histoire interne de l'esclavage : le voici plus précautionneux que les historiens africains eux-mêmes ! Est-il raisonnable de ne concéder un rôle négrier d'intermédiaires qu'à « certaines populations du littoral ou du cours inférieur des fleuves (Niger, Congo) », et ce du bout des lèvres (« il faut le reconnaître », p. 57), alors que l'histoire du pouvoir des Peuls sur le Fouta Djallon, par exemple, ou celles des grands *jihads* du XIX<sup>e</sup> siècle précolonial, est inséparable de celle de leurs pratiques esclavagistes<sup>1</sup> ? Quant au roi du Dahomey, il n'a pas « fini au début du XIX<sup>e</sup> siècle par remplacer la traite par le commerce de l'huile de palme » (p. 58) ; mais au contraire, aidé en ceci par son grand favori le fameux Cha Cha négrier de Whydah qui a favorisé sa montée sur le trône, le roi Ghezo (1818-1858), imité en ceci par son successeur Glélé, a su fort habilement, et au désespoir durable des Britanniques qui les ont pourchassés de leurs blocus, mener de concert les deux activités aussi rémunératrices l'une que l'autre<sup>2</sup>. On aimerait aussi savoir ce qui lui permet d'affirmer que « l'Afrique centrale, orientale et australe a très peu connu l'esclavage en dehors de la traite européenne ou arabe qui y sévit notamment aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ». L'assertion est d'autant plus surprenante que l'auteur a participé à un ouvrage récent de synthèse sur la question, qui entend au contraire démontrer que « l'esclavage a été beaucoup plus important dans la région que ce qu'on a souvent affirmé, et que le rôle des Africains de l'intérieur, non côtiers, dans la traite négrière a été bien plus complexe et important que ce qu'on avait coutume de penser »<sup>3</sup>. Le même ouvrage affirme même sans complexe que : « La traite négrière internationale s'est développée d'abord parce que l'esclavage était déjà très répandu dans la région » (p. 32). Jean-Pierre Chrétien évacue la montée en puissance, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle au moins, des États interlacustres dont les prises de guerre (hommes et femmes) devenaient quasi tous des

esclaves. Il fait aussi bon marché des « chefs de guerre » africains (pas nécessairement musulmans et parfois redoutablement organisés) qui pullulaient dans ces régions ; c'est en sus oublier l'expansion du brigandage<sup>4</sup>. S'il s'était intéressé à l'esclavage féminin, il aurait sans doute conclu le contraire : les travaux déjà anciens de Marcia Wright sur l'importance des réseaux internes au cœur de l'Afrique centrale<sup>5</sup>, ou ceux, récents, initiés sur l'esclavage féminin ou non en Afrique centro-orientale<sup>6</sup> ou en Afrique australe<sup>7</sup> suggèrent l'ancienneté intégrée de pratiques esclavagistes (qui ont, faut-il le rappeler, tout aussi bien été exercées en Europe dans un Moyen Âge parfois bien tardif...). Sur ce point, Jean-Pierre Chrétien apparaît en retrait, s'en tenant prudemment aux distinctions naguère rigidifiées mais aujourd'hui discutées entre « captifs de case » et « esclaves de traite »<sup>8</sup>, sans doute piégé malgré lui « par une vision de l'Afrique et des Africains inventée par l'ethnographie coloniale », comme l'écrit Ibrahima Thioub un peu plus loin (p. 164) : comme nous le sommes tous un jour ou l'autre par notre commune « bibliothèque coloniale ».

- 5 Dernier regret : pourquoi, au titre des grands précurseurs de l'écriture de l'histoire africaine ancienne (p. 83), omettre Jean Suret-Canale (1958) alors qu'il rend l'hommage qui leur est dû à Basil Davidson (1959) et, bien entendu, à Cheik Anta Diop (1955) ?
- 6 Mais ceci ne contredit pas la réussite globale de cette fresque qui démontre à quel point ce Maître émérite possède son sujet en longue, en très longue durée.
- 7 Avec Achille Mbembe, on retrouve l'historien qui sait allier au sens de sa discipline le souffle inspiré du penseur, du philosophe et du poète. Il n'en revient toujours pas de l'incapacité de tant d'Occidentaux à tenir sur l'Afrique, ce « continent de l'étrangeté », « un discours raisonnable » (pp. 91-95). L'Occident s'invente une Afrique, conforme à ses propres obsessions, dont la rationalité serait exclue. Invoquer Senghor évite à l'inconscient de la politique française de se dégager de cette psychologie primitive des peuples héritée du XIX<sup>e</sup> siècle. Tout cela relève d'un puissant refoulement : la « violence de la race » couplée à ce qui pour lui définit la pratique coloniale « la logique du profit, la politique de la force, et l'instinct de corruption » (p. 98). Mbembe reprend ainsi, dans une remarquable clarté de l'exposé, certains de ses thèmes récurrents. Le racisme lui apparaît comme consubstantiel à ce qu'il qualifie de « national-colonialisme ».
- 8 C'est le thème fondamental de son article, il en reprend l'histoire depuis les débuts de la politique coloniale française : la race, « cette Bête dont la république, dans son souci d'universalité, a toujours refusé d'admettre l'existence » (p. 31). Tant qu'il en sera ainsi, la volonté d'ignorance l'emportera. Car même les « amis des noirs » n'échappent pas à cette « rhétorique de la bonté » qui en revient toujours aux devoirs (et aux droits) que s'arrogent aujourd'hui inconsciemment ce qui demeure au fond les « races supérieures » sur les « races inférieures ». Ce texte terrible est à méditer, car en dépend la construction d'une politique de « responsabilité devant soi » (et non de repentance) devant un héritage qu'il ne faut plus esquiver, comme l'ont souligné de leur côté les frères Fassin<sup>9</sup>.
- 9 Pierre Boilley, dans un texte plus court et plus concret, s'attache à trouver les raisons de l'ignorance française, des « carences et des frustrations de mémoires » qui concernent aussi bien l'histoire de la colonisation que celle de l'esclavage : il s'agit tout bonnement d'examiner comment l'histoire en est enseignée, au collège, au lycée et à l'université. Ce n'est pas difficile à connaître, mais encore faut-il en avoir l'idée : se reporter aux programmes officiels de l'Éducation nationale, tels qu'ils existaient encore en 2007 (l'article n'aborde pas la réforme en cours), permet de faire le point... du néant ou à peu

près. Il y a joint le dépouillement, non moins instructif, des thèmes proposés au concours d'agrégation d'histoire (destiné à former les enseignants officiellement du secondaire et pratiquement aussi du supérieur) sur plus de vingt ans (1987-2008). On y constate, de même, combien est maigre la part accordée aux histoires débordant de l'Europe, toutes périodes confondues, de l'histoire ancienne à la plus contemporaine. Il aurait pu ajouter qu'à part l'exception du thème de l'« Europe et l'Afrique de 1914 aux années 1970 » proposé en 1994, il faut remonter à... 1975 pour trouver au programme d'agrégation (et du CAPES) une question concernant spécifiquement l'histoire coloniale (la colonisation française des années 1930 à 1962) : on se trouvait encore dans la phase « postsoixante-huitarde » où des audaces restaient possibles, et peut-être aussi deux ans seulement après la parution d'un beau livre aujourd'hui trop oublié : *L'idée coloniale en France* de Raoul Girardet.

- 10 Espérons que la modification des programmes du primaire et des collèges annoncée par le ministère pour la rentrée 2009 qui, pour la première fois de l'histoire des programmes français, introduit en classe de cinquième une brève question sur l'histoire précoloniale de l'Afrique, réussira à remédier quelque peu à l'ignorance involontaire mais avérée de l'ensemble de la population scolaire française...
- 11 Enfin, dans un texte concis mais dense, Ibrahima Thioub introduit le thème de la confrontation des historiographies africaines vues d'Afrique aussi bien que de France. C'est quasi le texte majeur du livre, par sa plume sûre, ferme et claire, qui clarifie un certain nombre de vérités ou d'évidences pourtant si souvent oubliées ou refoulées de part et d'autre. L'historiographie de la colonisation écrite en France, qu'on le veuille ou non, reste dominée par la fierté (ou la justification) impériale. Ceci était d'autant plus vrai au sortir de la décolonisation, quand l'histoire en restait majoritairement écrite par des acteurs, aussi généreux fussent-ils : administrateurs, militaires, missionnaires. Les premiers historiens français de l'Afrique émergeaient à peine. Il revint à des chercheurs africains de relever le défi : ce fut, en francophonie, les historiens Abdoulaye Ly (1955) et Joseph Ki-Zerbo (1972), et l'égyptologue Cheikh Anta Diop (1954).
- 12 L'écriture de l'histoire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale était un acte aussi bien politique que scientifique : face à l'idéologie coloniale, il fallait « écrire une autre histoire de l'Afrique tout en restant dans les normes académiques de l'époque » (p. 163). La réaction la plus classique fut, non de remettre en cause la conception même du cours de l'histoire, la même enseignée à tous quelles que fussent leur origine ou leur nationalité, mais d'en inverser le sens. À la légende noire, on substitua une « légende dorée » mais en utilisant les mêmes paradigmes. Bref, on voulut démontrer que ce n'étaient pas les Occidentaux, mais les Africains qui avaient le mieux su tirer parti de l'origine commune de leur histoire : l'Égypte. L'interprétation nationaliste du passé donna lieu à deux courants résolus à retrouver une histoire digne d'être célébrée, marquée selon les cas par deux tendances extrêmes : le « néo-pharaonisme » d'une part, et la théorie « dépendantiste » de l'autre.
- 13 L'intérêt de l'article est que, dépassant cette phase dont il est essentiel de comprendre et d'accepter les raisons, Thioub analyse ensuite les développements de l'école historique dite « École de Dakar », complétée par l'activité des réseaux scientifiques initiés et élargis par l'institut interafricain en sciences humaines et sociales CODESRIA. Certes, les dynamiques actuelles de l'historiographie africaine révèlent une crise de croissance avec une tendance à confondre Histoire et Mémoire (on retrouve de façon symétrique le même travers en France) ; dans les espaces publics postcoloniaux des groupes sociaux négligés

ne se reconnaissent pas dans les régimes d’historicité qui ont gouverné l’Afrique chahutée des indépendances. Ils « mobilisent leurs propres répertoires, construisent des mémoires qui visent à saturer les espaces publics en s’affichant sur les supports les plus inattendus : musical, mural, corporel... » (p. 162). Tout ceci n’en constitue pas moins le terreau sur lequel se construit désormais, autour de pôles de savoirs scientifiques encore trop peu nombreux, une histoire complexe repensée, notamment dans les domaines les plus délicats et les plus controversés que demeurent l’histoire des traites et de l’esclavage et celle de la colonisation, aux antipodes de la vision réductrice et simpliste « qui sous-tend la rhétorique du président français (p. 179) ».

- 14 Ce petit livre est donc plein de qualités, il est globalement de lecture aisée ; il est accompagné d’une orientation bibliographique volontairement francophone sur « L’Afrique dans l’histoire ». Celle-ci offre sur neuf pages une série bien choisie de textes à la fois essentiels et accessibles, à deux réserves près : aucun ouvrage d’histoire urbaine (il n’y a pas eu de villes en Afrique ?), et l’omission de trois « sommes » de savoir sur les thèmes, respectivement, de l’histoire des entrepreneurs, des jeunes, et des migrants en Afrique<sup>10</sup>. Quant aux quatre chapitres principaux, ils abordent des questions essentielles, même si elles sont juxtaposées. L’ensemble offre donc un aperçu juste, bien que partiel, de l’indignation unanime des historiens français et francophones, nombreux au demeurant, sur la présentation étriquée et méprisante de l’Afrique « sans histoire » prétendue par le Président Sarkozy<sup>11</sup>.

---

## NOTES

1. Voir Ismaïl BARRY, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation : conquête et mise en place de l’administration en Guinée*, 2 vol., Paris-Montréal, L’Harmattan, 1997 ; David ROBINSON, *La guerre sainte d’Al-Hajj Umar. Le Soudan occidental au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Karthala, Paris, 1988 [éd. franç.].
2. C. COQUERY-VIDROVITCH, « De la traite des esclaves à l’exportation de l’huile de palme au Dahomey », in C. MEILLASSOUX (dir.), *The Development of Indigenous Trade and Market in West Africa*, I.A.I., Oxford University Press, 1971, pp. 107-127.
3. Henri MÉDARD, « Introduction », in H. MÉDARD & S. DOYLE (eds.), *Slavery in the Great Lakes Region of East Africa*, James Currey, Oxford, 2007, p. 2 (citation traduite par nos soins).
4. Par exemple, Donald CRUMMEY (ed.), *Banditry, Rebellion, and Social Protest in Africa*, Londres, Heinemann, 1986.
5. En français : « Autobiographies, histoires de vie et biographies de femmes africaines en tant que textes militants », *Cahiers d’Études africaines*, XXVIII (1), 109, 1988, pp. 45-58. Voir surtout *Strategies of Slaves and Women. Life-stories from East Central Africa*, James Currey, Londres, 1993.
6. Outre MÉDARD & DOYLE (op. cit.) ; Gwyn CAMPBELL, Suzanne MIERS & Joseph C. MILLER (eds.), *Women and Slavery. I. Africa, the Indian Ocean World, and the Medieval North Atlantic*, Athens, Ohio University Press, 2007.
7. Carolyn HAMILTON (ed.), *The Mfecane Aftermath. Reconstructive Debates in Southern African Debates*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1995.
8. La thèse fascinante de Harris MEMEL-FOTÊ (1988), enfin publiée, *L’esclavage dans les sociétés lignagères de la forêt ivoirienne (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Les Éditions du CERAP/IRD, Abidjan, Paris, 2007,

démontre sur une autre région que, loin de se borner à une sorte de paternalisme clientéliste intégré, les sociétés villageoises faisaient depuis longtemps de l'esclavage (autant que de la traite) une condition de leur survie.

9. Didier & Éric FASSIN(dir.), *De la question sociale à la question raciale : représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006.

10. Chaque fois deux volumes de plus de 1 000 pages écrites par des historiens français et africains, Paris, L'Harmattan, respectivement 1988, 1992 et 2007.

11. D'où l'intérêt de l'ouvrage préparé par un collectif franco-africain animé par une majorité d'historiens africains en poste dans les universités francophones du continent : Adame BA KONARÉ (dir.), *Traité de remise à niveau du Président Sarkozy sur l'Histoire africaine*, Paris, La Découverte, 2008.